



INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS  
INERTES



MEMOIRE DE NOTIFICATION DE CESSATION  
D'ACTIVITES

*Lieu-dit «LE SAPEY»*

*Commune de Sorbiers (Loire)*

Décembre 2012

n°12.207

*Siège : Route de Saint-Pons - Ecoparc Pharos - 34600 BEDARIEUX  
Tél / Fax : 04 67 23 33 66 (60) - siege.herault@mica-environnement.com*

*Agence Lyon : 582, allée de la Sauvegarde - 69009 LYON  
Tél : 04 78 64 84 75 - E-mail : agence.lyon@mica-environnement.com*

*MICA Environnement NC : 1B, route du Sud, Normandie - 98800 NOUMEA  
Tél / Fax : (+687) 44 18 20 - E-mail : contact@mica.nc*

**MICA**  
environnement



## **ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

Je soussignée,

**Madame Stéphanie PIGERON**, agissant en qualité de **Chef de Secteur**, au nom et pour le compte de l'entreprise SOCIETE DE MATERIAUX TRAITEMENT ET VALORISATION (SMTV), Société à Responsabilité Limitée au capital de 1 173 249 €, dont le siège social est à CUSSAC SUR LOIRE (43370), ZI Les Baraques, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 386 120 190 RCS LE PUY EN VELAY,

### **Atteste sur l'honneur que :**

Aucun déchet contenant de l'amiante, amiante liée ou dérivée, n'a fait l'objet de procédure d'acceptation sur le site ISDI, ancienne carrière du SAPEY – 42290 SORBIERS.

Réf :

- Arrêté Municipal du 10 mars 2004 autorisant la société SMTV à exploiter un CET de Classe III, lieudit Le Sapey à SORBIERS,
- Arrêté Préfectoral du 22 avril 2008 autorisant l'exploitation d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI).

Pour faire et valoir ce que de droit.

A Cussac sur Loire, le 7 décembre 2012.

**Stéphanie PIGERON,**  
**Chef de Secteur.**

### **Siège Social :**

ZI Les Baraques

F - 43370 Cussac-Sur-Loire

T/ 04 71 03 11 61 - F/ 04 71 03 58 04

Société à Responsabilité Limitée au capital de 1 173 249 euros  
386 120 190 RCS Le Puy en Velay – TVA FR 65 386 120 190



## 2 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

### 2.1 - PRESENTATION DE LA SOCIETE

| COORDONNEES DU PORTEUR DE PROJET        |  |
|---|--|
| Nom (personne morale ou physique)       | S.M.T.V. (Société de Matériaux Traitement et Valorisation) |
| Commune et département du site concerné | Sorbiers (42)  |
| Adresse                                 | Zone Industrielle LES BARAQUES<br>43 370 CUSSAC-SUR-LOIRE  |
| Téléphone                               | 04.77.48.16.12   |
| Fax                                     | 04.77.48.16.01   |
| Nom du mémoire                          | Notification d'arrêt de l'ISDI du Sapey                    |
| Responsable du Dossier                  | Madame Stéphanie PIGERON                                   |

### 2.2 - CONTEXTE REGLEMENTAIRE

|  |                       |           |
|--|-----------------------|-----------|
| Arrêté préfectoral d'autorisation du 17 décembre 2007          | Document n°12.207 / 1 | En annexe |
| Arrêté préfectoral d'autorisation modificatif du 22 avril 2008 | Document n°12.207 / 2 | En annexe |

Ce chapitre présente quelques extraits des arrêtés préfectoraux visés :

**Article 3 :** L'exploitation est autorisée pour une durée de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté. Pour cette durée, les quantités de déchets admises sont limitées à 230 000 m<sup>3</sup>.

#### **Annexe I – Chapitre IV - Remise en état du site en fin d'exploitation :**

##### 4.1. Couverture finale

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chaque tranche. Son modelé devra permettre la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil.

##### 4.2 Aménagements en fin d'exploitation

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site (agriculture, loisirs, construction, ...) et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation.

*Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation doit prendre en compte l'aspect paysager, notamment en arrondissant les arêtes vives. Une attention particulière est à porter sur l'engazonnement, qui se fera aux périodes les plus favorables.*

#### 4.3 Plan topographique

*A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500<sup>ème</sup> qui présente l'ensemble des aménagements du site.*

*Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.*

## **2.3 - URBANISME, SERVITUDES ET DEVENIR DU SITE**

### **2.3.1 - Urbanisme et servitudes**

Règlement d'urbanisme de la zone NC

Document n°12.207 / 3 En annexe

Le site d'implantation du dépôt est classé en zone NC dans le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Sorbiers approuvé le 27 juin 1997.

Les zones NC sont définies comme des zones naturelles qu'il convient de protéger de l'urbanisation pour permettre à l'agriculture de se développer sans contrainte, et plus généralement pour permettre l'exploitation du sol et du sous-sol. Les exhaussements et affouillements des sols y sont autorisés.

### **2.3.2 - Devenir du site**

Le site est destiné à retrouver sa vocation agricole initiale par la mise en place d'une prairie de fauche/pâturage sur les terres remodelées.

### 3 - ETAT ACTUEL DU SITE

#### 3.1 - LOCALISATION DU SITE

##### 3.1.1 - Situation géographique

Localisation de l'ISDI du Sapey sur fond IGN

Document n°12.207 / 4 Dans le texte

L'ISDI concerné se situe sur la commune de Sorbiers, au lieu-dit le « Sapey », dans le département du Loire, en rive droite de l'Onzon (à 50 m). Elle est localisée à :

- 2,5 km au nord du centre-ville de Sorbiers,
- 9,5 km au nord-est du centre-ville de St Etienne,

Le site est localisé dans les Monts du Lyonnais sur leur versant occidental, à l'est de la Limagne de la Loire. Il est accessible directement depuis la RD 23 reliant la ville de Sorbiers à Saint Christo en Jarez.

La topographie du secteur est de type collinéen, au voisinage de la cote 600 mètres avec le Mont Morin dominant à 822 mètres.

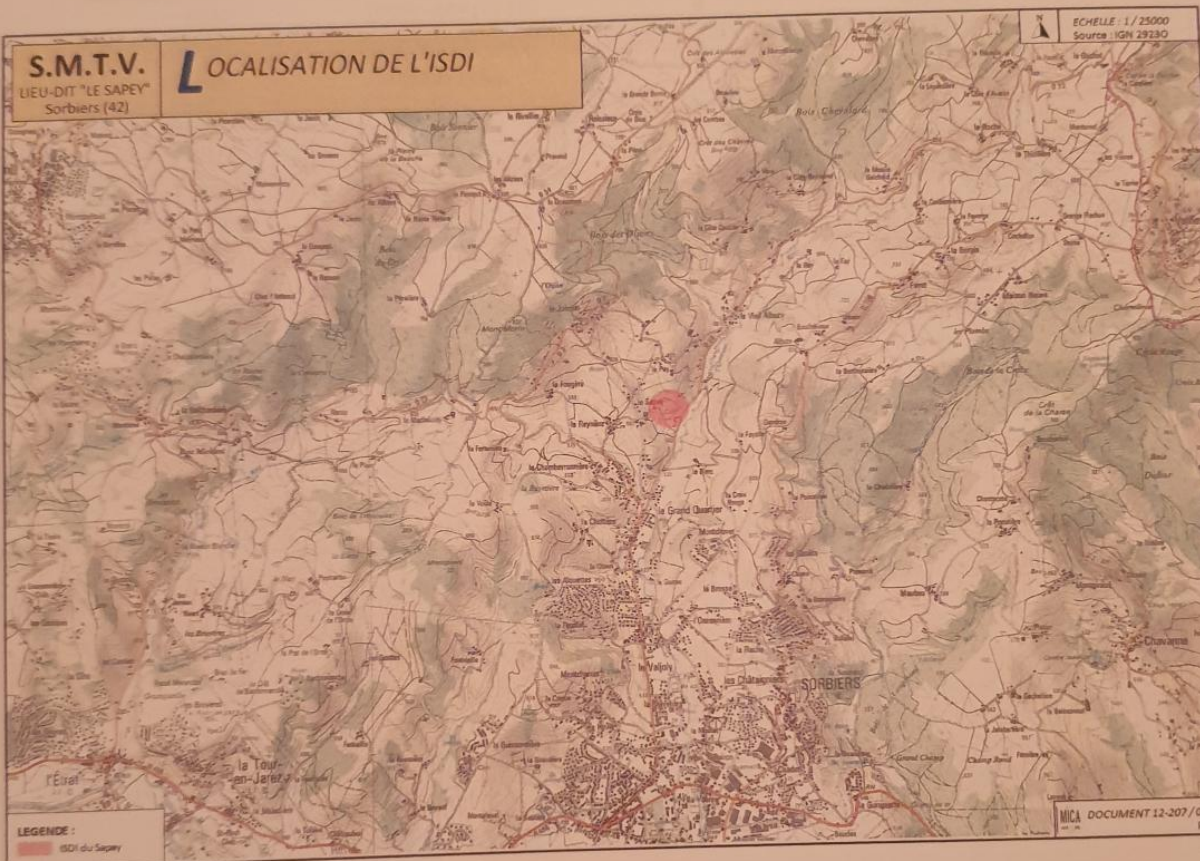
Les terrains se situent à l'est de la plaine alluviale de la Loire, dans les Monts du Lyonnais. Cette plaine est une importante voie de passage fluvial avec la Loire. Concernant les voies routières, il est intéressant de noter le passage à proximité de Sorbiers de la RN 498 rejoignant d'une part vers l'ouest la RN 82 en direction de Feurs et l'A72 en direction de Roanne, et d'autre part vers l'est, la RN 88 en direction de St Chamond.



S.M.T.V.  
LIEU-DIT "LE SAPEY"  
Sorbiers (42)

## LOCALISATION DE L'ISDI

ECHELLE : 1 / 25000  
Source : IGN 29230



LEGENDE :

ISDI du Sapey

MICA DOCUMENT 12-207/0

**3.1.2 - Situation cadastrale**

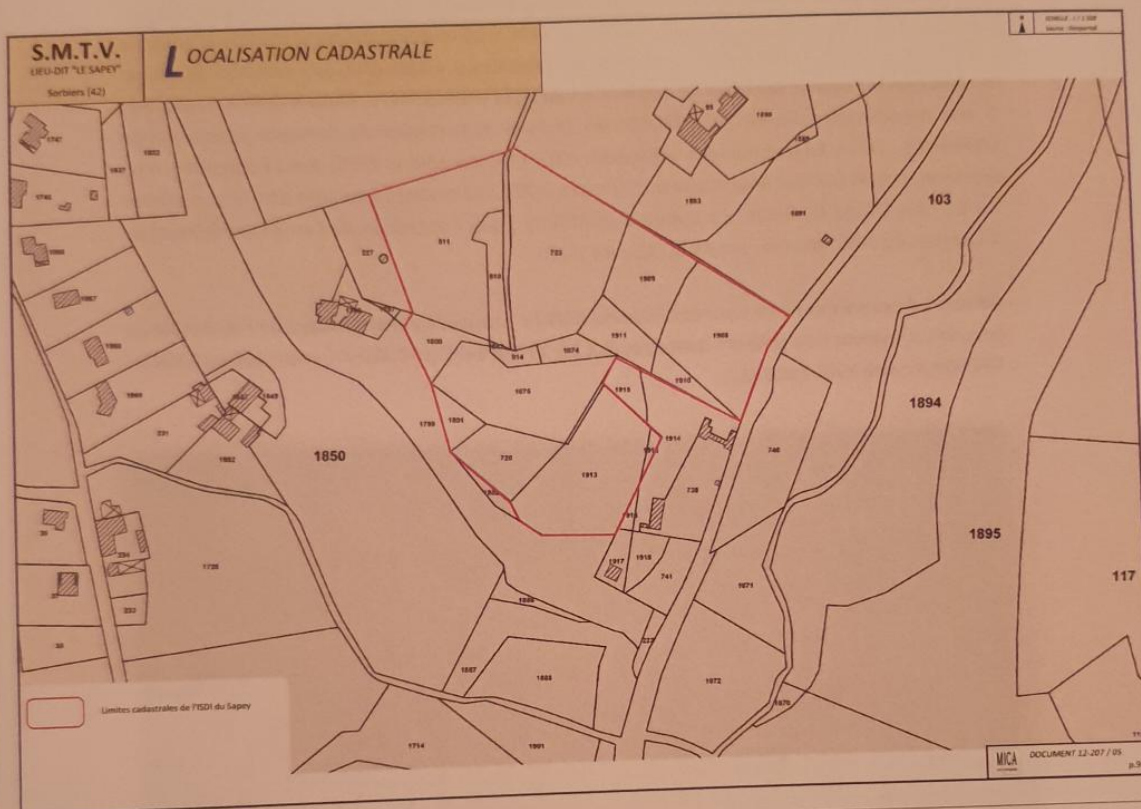
Localisation de l'ISDI du Sapey sur fond cadastral

Document n°12.207 / 5 Dans le texte

L'ISDI localisée sur la commune de Sorbiers (42), au lieu-dit « le Sapey » concerne les parcelles suivantes :

| Commune                                     | Section cadastrale | N° de parcelle   | Superficie (m <sup>2</sup> ) |
|---|--------------------|------------------|------------------------------|
| Sorbiers                                    | B                  | 101 (=1908+1909) | 5680                         |
| Sorbiers                                    | B                  | 102 (=1910+1911) | 1370                         |
| Sorbiers                                    | B                  | 224 (=1913)      | 4040                         |
| Sorbiers                                    | B                  | 720              | 1460                         |
| Sorbiers                                    | B                  | 723              | 5350                         |
| Sorbiers                                    | B                  | 810              | 810                          |
| Sorbiers                                    | B                  | 811              | 4930                         |
| Sorbiers                                    | B                  | 812              | 20                           |
| Sorbiers                                    | B                  | 814              | 240                          |
| Sorbiers                                    | B                  | 1074             | 360                          |
| Sorbiers                                    | B                  | 1075             | 3343                         |
| Sorbiers                                    | B                  | 1800             | 1400                         |
| Sorbiers                                    | B                  | 1801             | 460                          |
| <b>Superficie totale de l'ISDI concerné</b> |                    |                  | <b>29 463</b>                |

Le propriétaire des parcelles est M. Dominique LIONNET, sis au 190 rue des Alliés – 42100 SAINT ETIENNE.





### 3.2 - DESCRIPTION DU SITE ET HISTORIQUE

#### 3.2.1 - Historique

Le site, ancienne carrière, est issu de l'exploitation du granite d'anatexie au début du siècle pour se finir en 1990. Par la suite, la société LOIRE TRANSBENNE a procédé au remblaiement de la grande majorité de l'espace vide laissée par la carrière. Les matériaux utilisés ne sont pas connus, une partie non quantifiée correspondait à des sables de fonderie usagés.

A partir de l'an 2000, la société EUROVIA utilisa le site en tant que zone de stockage de déblais et gravats inertes. Une clôture ceinturant le site avait été mise en place afin de permettre le contrôle des déchets à l'entrée, d'éviter la présence de personnes extérieures aux activités du site et d'empêcher les dépôts sauvages de déchets. En 2004, la société SMTV, filiale d'EUROVIA, procède à une régularisation de son activité ISDI sur la base d'un dossier de demande d'autorisation (référence : MICA Environnement – Rapport n°02.416, Décembre 2002) avec l'obtention d'un arrêté municipal (*Arrêté Municipal du 10 mars 2004 autorisant la société SMTV à exploiter un CET de Classe III, lieudit Le Sapey à SORBIERS*), puis l'obtention de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2007 (modifié par AP du 22 avril 2008).

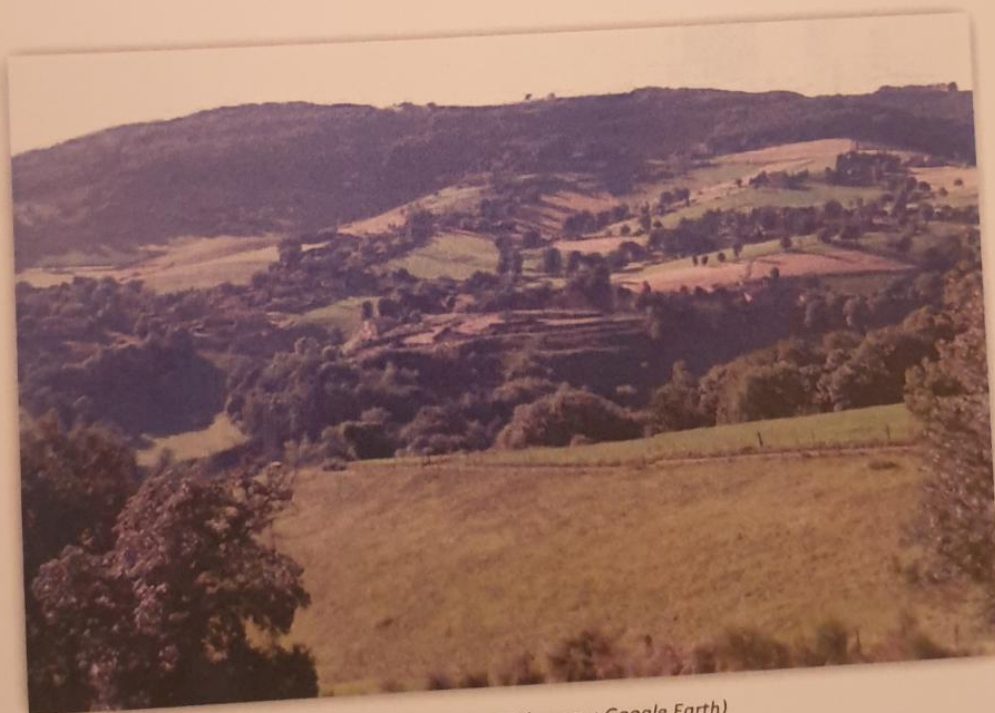
Au cours de ces dix dernières années, la société SMTV a procédé au remblayage de l'ensemble du site, soit un volume de déchets inertes évalués à 290 000 m<sup>3</sup> (150 000 m<sup>3</sup> entre 2002 et 2006 / 140 000 m<sup>3</sup> entre 2007 et 2012).



Vue aérienne de l'ISDI du Sapey (Géoportail - 2007)



*Site du Sapey en 2002 (source : MICA Environnement)*



*Site du Sapey en 2006 (source : Google Earth)*





*Site du Sapey en décembre 2012*



*Site du Sapey en décembre 2012*



**3.2.2 - Type de déchets stockés**

Document n°12.207 / 6

En annexe

*Attestation Amiante*

Sur le site, ont été admis **des déchets regroupant exclusivement des déblais de terrassement et des terres non polluées**. Il a été toléré cependant qu'ils puissent être stockés en mélange avec 20% maximum de déchets inertes du bâtiment, d'ouvrage d'art et de génie civil. **Aucun déchet d'amiante n'a été stocké sur le site.**

Les matériaux qui ont été admis sont ceux inscrits aux rubriques 150107, 170202, 170101, 170102, 170103, 170103, 170107, 170302, 170504, 191205 et 200202 du décret n°2002-540 correspondant : aux bétons, aux tuiles et céramiques, aux briques, aux déchets de verre, aux terres et granulats non pollués et sans mélange, aux mélanges bitumineux (sans goudrons).

## 4 - COUVERTURE FINALE DE L'ISDI

### 4.1 - DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES

Au cours et en fin de la mise en dépôt, une couche de 0,5 m de terres végétales argileuses de faible perméabilité a été mise en place sur l'ensemble du dépôt.

La couverture mise en place permet de limiter l'infiltration des eaux de ruissellement, minimisant ainsi l'impact du stockage sur la qualité des eaux et ce, sur une longue durée.



Terre de couverture

### 4.2 - MODELE TOPOGRAPHIQUE DE L'ISDI REAMENAGE

Topographie du projet de remise en état (MICA Environnement) Document n°12.207 / 7 Dans le texte

Le modelé topographique du dépôt du Sapey respecte les préconisations émises dans le dossier d'autorisation initiale à savoir un modelé en pente douce (15 à 20°) proche de la topographie initiale et s'intégrant dans le paysage (arrondissement des arêtes vives).

Aucun signe ou indice d'instabilité en grand n'a été observé. La pente des talus assure l'absence d'aléa relatif aux éventuelles glissements et instabilités liées aux tassements résiduels.

### 4.3 - GESTION DES EAUX DE RUISSELLEMENT

Cette gestion est essentielle pour éviter les ravinements et les accumulations d'eau. Un réseau de drainage des eaux superficielles a été créé pour les collecter et les évacuer vers le milieu naturel de manière raisonnée.

#### 4.3.1 - Gestion des talus

Elle est assurée par la mise en place de banquettes drainantes sur le dépôt. Il s'agit d'un chenal en travers de la pente, confectionné en modelant les remblais. La section est relativement étroite (3 à 5 m), déterminée par la largeur de la lame du buteur. La pente longitudinale est faible, environ 2-3 %. La banquette constitue une véritable risberme avec une contre-pente transversale de l'ordre de 10%.

Les banquettes ont été compactées pour limiter l'infiltration, atténuer l'érosion à sa surface, faciliter l'écoulement et assurer leur pérennité.

#### 4.3.2 - Bassin de décantation

Afin de gérer les eaux de ruissellement sur le site, notamment le transport de matières en suspension, un réseau de bassins, d'une capacité de 500 m<sup>3</sup> et intervenant comme bassin d'infiltration, a été aménagé sur le site.

Ce réseau de bassins a été aménagé afin d'accentuer les conditions de sécurité sur la RD23. En cas de débordement, l'exutoire est le milieu naturel (fossé routier).

De temps à autre, il est préconisé un entretien par curage des bassins, principalement les premières années.

Dans ses conditions, la gestion finale des eaux sur le site, notamment au regard de sa capacité à résorber et évacuer les eaux pluviales, est compatible avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil.



Bassin de retenue des eaux de ruissellement



S.M.T.V.  
URB-DIT "LE SAPEY"  
Sorbières (42)

## TOPOGRAPHIE DU PROJET

DE REMISE EN ETAT

ÉCHELLE 1/1000  
Source : MICA Environnement



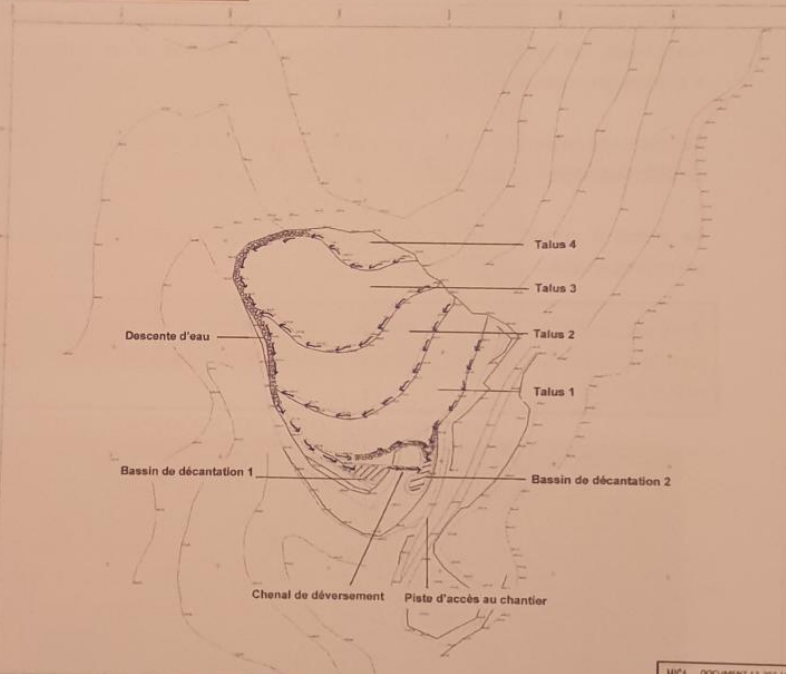
EUROVIA  
CENTRE DE STOCKAGE D'INERTES  
DU SAPEY  
Sorbières (42)

TOPOGRAPHIE DU PROJET

|                   |                       |
|-------------------|-----------------------|
| Projet : S.M.T.V. | Échelle : 1/1000      |
| Plan : 1/1000     | Plan de plan : 1/1000 |
| Document : 1/1000 | Document : 1/1000     |

### LEGENDE

- Enrochements
- Bassins de décantation
- Sens d'écoulement des eaux de ruissellement



Extrait du rapport de MICA Environnement n°102.416 Décembre 2002  
Doc. n°102.416/24

MICA  
DOCUMENT 12-207 / 07  
p.16

## 5 - AMENAGEMENTS EN FIN D'EXPLOITATION

### 5.1 - DESCRIPTION DES AMENAGEMENTS REALISES

Les aménagements réalisés dans le cadre de la remise en état du site du Sapey sont les suivants :

- Modelé paysager du dépôt en pente douce (arrondissement des arêtes vives),
- Mise en place de la couverture finale sur l'ensemble du dépôt,
- Réalisation des banquettes drainantes,
- Aménagement d'un réseau de bassins,
- Réaménagement paysager par végétalisation : les travaux de végétalisation par hydroseeding sur environ 3 ha ont été réalisés sur le site. Aucune plantation prévue par le projet de remise en état initial (*réalisation de bosquets par plantation d'espèces forestières locales sur 30 à 40% de la surface du site avec une densité de 1 plant / 6 m<sup>2</sup>*) ne sera réalisée conformément à la volonté du propriétaire des terrains et à la vocation future des parcelles.

Aucun déchet autre qu'inerte n'a été laissé sur le site, l'ensemble des installations (algeco, engins) a été évacué.

### 5.2 - COMPATIBILITE AVEC L'USAGE ULTERIEUR ET LES DOCUMENTS D'URBANISME

Au vu du zonage NC des parcelles concernées et du règlement associé du Plan d'Occupation des Sols de la commune de Sorbiers approuvé le 27 juin 1997, l'orientation de la remise en état et l'usage agricole ultérieur des terrains est entièrement compatible avec les exigences des documents d'urbanisme en vigueur.

Les parcelles concernées vont ainsi retrouver leur usage agricole initial (prairie de fauche / pâturage) après avoir été exploitées pour leurs ressources minérales (carrière) jusqu'en 1990, puis remblayées avec des sables de fonderie par la société LOIRE TRANSBENNE jusqu'en 2000, puis remblayées avec des matériaux inertes par la société SMTV jusqu'en 2012.

### 5.3 - CONFORMITE DE LA REMISE EN ETAT AVEC LE DOSSIER D'AUTORISATION

Les aménagements mis en œuvre dans le cadre de la remise en état du site, notamment au regard des exigences de sécurité et obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil, sont conformes aux orientations du réaménagement prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 décembre 2007 (modifié par AP du 22 avril 2008) et par le dossier d'autorisation.

La remise en état respecte les contraintes inhérentes à l'intégration paysagère du dépôt dans son environnement et aux usages agricoles futurs des parcelles.

## 6 - PLAN TOPOGRAPHIQUE

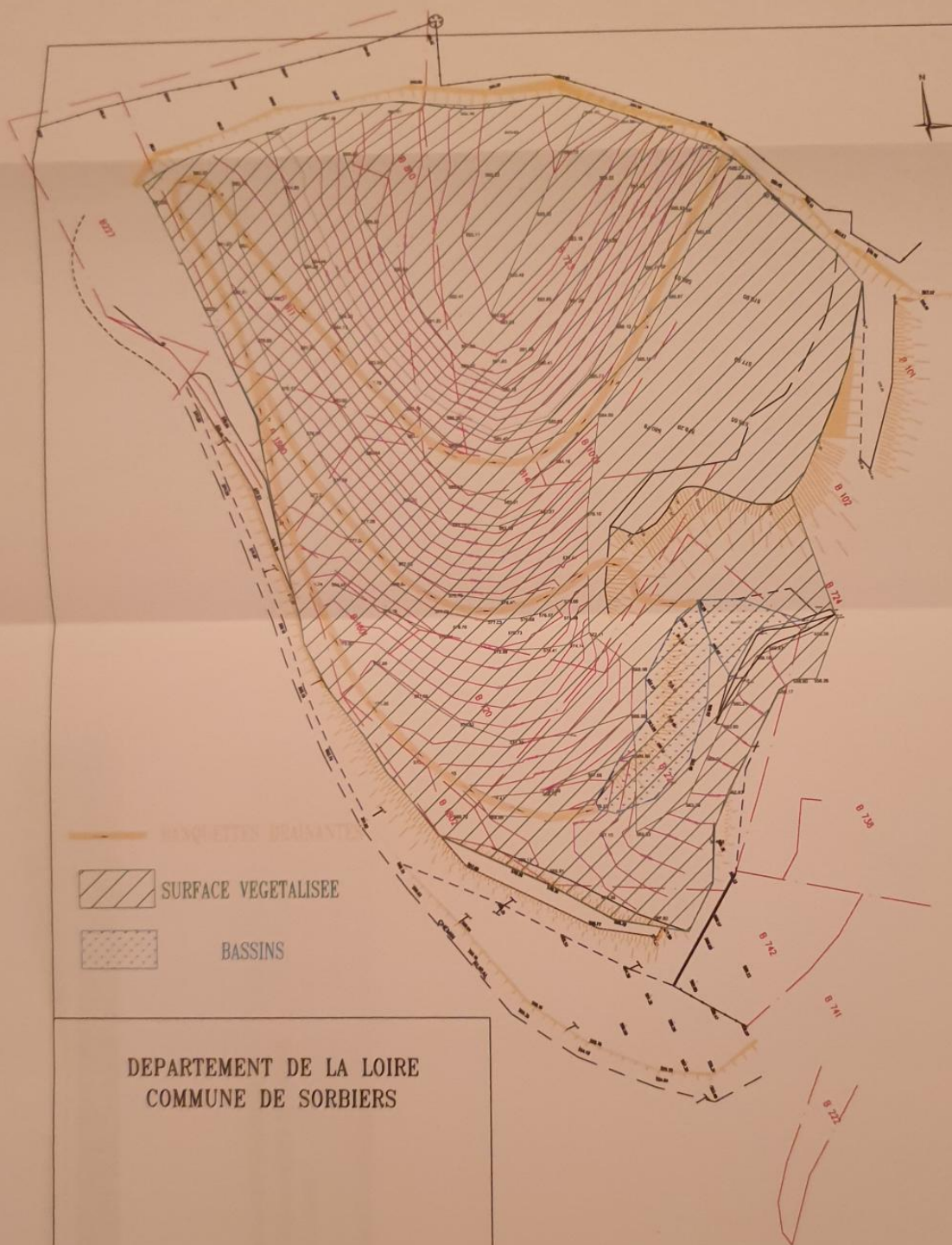
*Topographie du site du stockage à l'échelle 1/500<sup>ème</sup>*

*Document n°12.207 / 8*

*En annexe*

Le plan topographique du site du stockage à l'échelle 1/500<sup>ème</sup> après réaménagement et incluant l'ensemble des aménagements réalisés par SMTV est présenté en annexe.





REÇU LE 28 DEC. 2007

03 JAN. 2008

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

Direction  
Départementale  
de l'Équipement

**Arrêté préfectoral d'exploitation  
d'une installation de stockage de déchets inertes  
pris pour application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement.**

**LE PREFET DE LA LOIRE**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.541-30-1,

Vu le décret n°2006-302 du 15 mars 2006 pris pour l'application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement relatif aux installations de stockage de déchets inertes,

Vu l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 2005 relatif à la déclaration annuelle à l'administration des installations de stockage de déchets inertes mentionnée à l'article 5 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005,

Vu l'arrêté du 15 mars 2006 fixant la liste des types de déchets inertes admissibles dans des installations de stockage de déchets inertes et les conditions d'exploitation de ces installations,

Vu la demande de la Société Matériaux et Travaux du Velay ZI Les Barraques 43370 CUSSAC SUR LOIRE en date du 3 mai 2007 et les compléments d'informations demandés par la DDE obtenus en date du 10/08/07

Vu les avis des services de l'Etat intéressés,

Vu l'avis des services de la mairie de Sorbiers en date du 18/10/07,



## Arrête

**Article 1<sup>er</sup> :** La Société Matériaux et Travaux du Velay, ZI Les Barraques, 43370 CUSSAC SUR LOIRE est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sise carrière du Sapey, commune de Sorbiers dans les conditions définies dans le présent arrêté et dans son annexe.

**Article 2 :** Seuls les déchets suivants peuvent être stockés dans l'installation de stockage de déchets inertes :

| Chapitre de la liste des déchets (décret n°2002-540).           | Code (décret n°2002-540) | Description                           | Restrictions   |
|---|--------------------------|---------------------------------------|--|
| 15. Emballages et déchets d'emballage.                          | 15 01 07                 | Emballage en verre.                   |  |
| 17. déchets de construction et de démolition                    | 17 02 02                 | verre                                 |  |
| 17. déchets de construction et de démolition                    | 17 01 01                 | bétons                                | uniquement déchets de construction et de démolitions triés (1)   |
| 17. déchets de construction et de démolition                    | 17 01 02                 | briques                               | uniquement déchets de construction et de démolitions triés (1)   |
| 17. déchets de construction et de démolition                    | 17 01 03                 | Tuiles et céramiques                  | uniquement déchets de construction et de démolitions triés (1)   |
| 17. déchets de construction et de démolition                    | 17 05 04                 | terres et pierres (y compris déblais) | à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe; pour les terres et pierres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable |
| 19. Déchets provenant des installations de gestion des déchets. | 19 12 05                 | Verre.                                |  |
| 20 Déchets municipaux   | 20 02 02                 | terres et pierres                     | provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs; à l'exclusion de terre végétale et de la tourbe  |

(1) les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans la liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que les métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc., peuvent également être admis dans l'installation  
*Seuls peuvent figurer dans cette liste les déchets mentionnés dans la liste de l'annexe I de l'arrêté du 15 mars 2006 avec les restrictions prévues à cette même annexe.*

### Article 3 :

L'exploitation est autorisée pour une durée de **5 ans** à compter de la notification du présent arrêté.  
 Pendant cette durée, les quantités de déchets admises sont limitées à **230 000 m<sup>3</sup>**

### Article 4 :

Les quantités maximales pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à **50 000 m<sup>3</sup>**.

### Article 5 :

L'installation est exploitée conformément aux prescriptions précisées en annexe I du présent arrêté.

### Article 6 :

L'exploitant établira un rapport annuellement au préfet sur les types et quantités de déchets admis et les éventuels effets néfastes constatés ainsi que sur les mesures prises pour y remédier. A cette fin, l'exploitant adressera chaque année au préfet la déclaration prévue par l'arrêté du 7 novembre 2005



susvisé avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Il y indiquera, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site.

**Article 7 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée:

☐ au maire de Sorbiers

Une ampliation du présent arrêté sera affichée à la mairie de Sorbiers. Il est en outre publié au recueil des actes administratifs du département.

**Article 8 :**

Monsieur le Préfet de la Loire  
Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de la Loire  
Monsieur le Maire de la commune de Sorbiers

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint Etienne, le 19 DEC. 2007

Le Préfet  
  
Christian Decharrière

## Annexe I :

### I - Dispositions générales.

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

### II - Règles d'exploitation du site.

#### 2.1. Contrôle de l'accès

L'installation de stockage de déchets est clôturée. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

#### 2.2. Accessibilité

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

#### 2.3. Propreté

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les inconvénients pouvant résulter de l'installation de stockage, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage. Les abords de la zone sont régulièrement débroussaillés.

#### 2.4. Bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage (cf. Code de la Santé Publique, art. R1334-32 à R 1334-35). Les horaires d'ouverture seront à respecter impérativement.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel ou réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### 2.5. Plan d'exploitation

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets.

#### 2.6. Progression de l'exploitation

L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur pour limiter la superficie, en cours d'exploitation, soumise aux intempéries.

#### 2.7. Affichage

L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de l'installation un avis énumérant sa raison sociale et son adresse, le numéro et la date de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site, les types de déchets admissibles, les jours et heures

d'ouverture s'il s'agit d'une installation collective et la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».

#### **2.8. Brûlage**

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.  
(Référence : article 10 du décret n°2006-302)

#### **2.9. Information des riverains**

Dans la continuité des actions déjà entreprises par SMTV, la poursuite d'un moment d'information et d'échanges sera à organiser de manière annuelle, sur site, par l'exploitant. Les services de la préfecture et des communes de Sorbiers et Saint Christo en Jarez seront conviés à cette occasion.

### **III - Conditions d'admission des déchets.**

#### **3.1. Déchets admissibles**

Les déchets admissibles dans une installation de stockage de déchets inertes sont énumérés à l'article 2 du présent arrêté.

Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois du caoutchouc etc. peuvent également être admis dans l'installation.

#### **3.2. Déchets interdits**

Le stockage de déchets d'un type différent de ceux mentionnés dans l'autorisation d'exploitation est interdit.

(Référence : article 12 II a) du décret n°2006-302)

#### **3.3. Dilution**

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

#### **3.4. Document préalable d'admission**

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant de l'installation de stockage de déchets inertes un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets.

#### **3.5. Déchets présentant une suspicion de contamination**

En cas de présomption de contamination des déchets, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe II du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de



lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe II peuvent être admis.

### 3.6. Déchets d'enrobés bitumineux

Lors de l'admission de déchets d'enrobés bitumineux, l'exploitant vérifie notamment les résultats du test pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron, ces résultats étant indiqués sur le document préalable mentionné au point 3.4.

### 3.7. Terres provenant de sites contaminés

Dans le cas de terres provenant de sites contaminés, l'exploitant vérifie les conclusions de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5 réalisée par le producteur des déchets avant leur arrivée dans l'installation de stockage.

### 3.8. Contrôle lors de l'admission des déchets

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement listés aux points 3.4 à 3.7.

Dans le cas d'un transfert transfrontière de déchets inertes, l'exploitant vérifie les documents requis par le règlement du 1<sup>er</sup> février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régalaage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

Le déversement direct dans une alvéole de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

### 3.9. Accusé de réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception à l'expéditeur des déchets.

En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets, ...).

### 3.10. Tenue d'un registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage;
- l'origine et la nature des déchets ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

#### **IV - Remise en état du site en fin d'exploitation.**

##### **4.1. Couverture finale**

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chaque tranche. Son modelé devra permettre la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil. La géométrie, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.

##### **4.2. Aménagements en fin d'exploitation**

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site (agriculture, loisirs, construction...) et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation.

Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation doit prendre en compte l'aspect paysager, notamment en arrondissant les arrêtes vives. Une attention particulière est à porter sur l'engazonnement, qui se fera aux périodes les plus favorables.

##### **4.3. - Plan topographique**

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500<sup>ème</sup> qui présente l'ensemble des aménagements du site (végétation etc.).

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.

## Annexe II

### Critères à respecter pour l'admission de terres provenant de sites contaminés.

1°/ Paramètres à vérifier lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter.

| Paramètres            | en mg/kg de matière sèche |
|-----------------------|---------------------------|
| As                    | 0.5                       |
| Ba                    | 20                        |
| Cd                    | 0.04                      |
| Cr total              | 0.5                       |
| Cu                    | 2                         |
| Hg                    | 0.01                      |
| Mo                    | 0.5                       |
| Ni                    | 0.4                       |
| Pb                    | 0.5                       |
| Sb                    | 0.06                      |
| Se                    | 0.1                       |
| Zn                    | 4                         |
| Fluorures             | 10                        |
| Indice phénols        | 1                         |
| COT sur éluat*        | 500*                      |
| FS (fraction soluble) | 4000                      |

- \* Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg

2°/ Paramètres à vérifier pour le contenu total et valeurs limites à respecter.

| Paramètres                                       | en mg/kg de déchet sec |
|--|------------------------|
| COT (Carbone organique total)                    | 30000**                |
| BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) | 6                      |
| PCB (Biphényles polychlorés 7 congénères)        | 1                      |
| Hydrocarbures (C10 à C40)                        | 500                    |
| HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)    | 50                     |

- \*\* Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.



PRÉFECTURE DE LA LOIRE

Direction  
Départementale  
de l'Équipement

**Arrêté préfectoral modificatif d'exploitation  
d'une installation de stockage de déchets inertes  
pris pour application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement.**

**LE PREFET DE LA LOIRE**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.541-30-1,

Vu le décret n°2006-302 du 15 mars 2006 pris pour l'application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement relatif aux installations de stockage de déchets inertes,

Vu l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 2005 relatif à la déclaration annuelle à l'administration des installations de stockage de déchets inertes mentionnée à l'article 5 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005,

Vu l'arrêté du 15 mars 2006 fixant la liste des types de déchets inertes admissibles dans des installations de stockage de déchets inertes et les conditions d'exploitation de ces installations,

Vu la demande de la Société Matériaux et Travaux du Velay ZI Les Barraques 43370 CUSSAC SUR LOIRE en date du 3 mai 2007 et les compléments d'informations demandés par la DDE obtenus en date du 10/08/07

Vu les avis des services de l'Etat intéressés,

Vu l'avis des services de la mairie de Sorbiers en date du 18/10/07,

Vu l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2007,

Vu la demande de changement d'intitulé de l'exploitant SMTV - Société de Matériaux et Travaux du Velay devenu SMTV - Société de Matériaux, Traitement et Valorisation ZI Les Barraques 43370 CUSSAC SUR LOIRE en date du 17 mars 2008 et la demande de prise en compte de rubriques supplémentaires.

## Arrête

Article 1<sup>er</sup>: La Société de Matériaux Traitement et Valorisation, ZI Les Barraques, 43370 CUSSAC SUR LOIRE est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sise carrière du Sapey, commune de Sorbiers dans les conditions définies dans le présent arrêté et dans son annexe.

Article 2 : Seuls les déchets suivants peuvent être stockés dans l'installation de stockage de déchets inertes :

| Chapitre de la liste des déchets (décret n°2002-540).           | Code (décret n°2002-540) | Description                                     | Restrictions   |
|---|--------------------------|---|--|
| 15. Emballages et déchets d'emballage.                          | 15 01 07                 | Emballage en verre.                             |  |
| 17. déchets de construction et de démolition                    | 17 02 02                 | Verre   |  |
| 17. déchets de construction et de démolition                    | 17 01 01                 | bétons  | uniquement déchets de construction et de démolitions triés (1)   |
| 17. déchets de construction et de démolition                    | 17 01 02                 | Briques   | uniquement déchets de construction et de démolitions triés (1)   |
| 17. déchets de construction et de démolition                    | 17 01 03                 | Tuiles et céramiques                            | uniquement déchets de construction et de démolitions triés (1)   |
| 17. déchets de construction et de démolition                    | 17 01 07                 | Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques | uniquement déchets de construction et de démolition triés. (1)   |
| 17. déchets de construction et de démolition                    | 17 03 02                 | Mélanges bitumineux                             | uniquement après réalisation d'un test permettant de s'assurer de l'absence de goudron   |
| 17. déchets de construction et de démolition                    | 17 05 04                 | Terres et pierres (y compris déblais)           | à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe; pour les terres et pierres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable |
| 19. Déchets provenant des installations de gestion des déchets. | 19 12 05                 | Verre   |  |
| 20 Déchets municipaux   | 20 02 02                 | Terres et pierres                               | provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs; à l'exclusion de terre végétale et de la tourbe  |

(1) les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans la liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que les métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc., peuvent également être admis dans l'installation. Seuls peuvent figurer dans cette liste les déchets mentionnés dans la liste de l'annexe I de l'arrêté du 15 mars 2006 avec les restrictions prévues à cette même annexe.

**Article 3 :**

L'exploitation est autorisée pour une durée de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté.  
Pendant cette durée, les quantités de déchets admises sont limitées à 230 000 m<sup>3</sup>.

**Article 4 :**

Les quantités maximales pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à 50 000 m<sup>3</sup>.

**Article 5 :**

L'installation est exploitée conformément aux prescriptions précisées en annexe I du présent arrêté.

**Article 6 :**

L'exploitant établira un rapport annuellement au préfet sur les types et quantités de déchets admis et les éventuels effets néfastes constatés ainsi que sur les mesures prises pour y remédier. A cette fin, l'exploitant adressera chaque année au préfet la déclaration prévue par l'arrêté du 7 novembre 2005 survisé avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Il y indiquera, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site.

**Article 7 :**

L'arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2007 autorisant la Société Matériaux et Travaux du Velay, ZI Les Barraques, 43370 CUSSAC SUR LOIRE à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, site carrière du Sapay, commune de Sorbier est abrogé.

**Article 8 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée:

au maire de Sorbiers

Une ampliation du présent arrêté sera affichée à la mairie de Sorbiers. Il est en outre publié au recueil des actes administratifs du département.

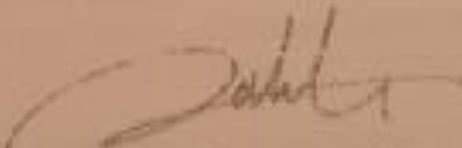
**Article 9 :**

Monsieur le Préfet de la Loire  
Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de la Loire  
Monsieur le Maire de la commune de Sorbiers

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint Etienne, le

22 AVRIL 2008



Olivier DECHAMBRE